

## Comité permanent des finances (FINA)

### Consultations prébudgétaires 2012

## Sue Moen

### Réponses

#### 1. Reprise économique et croissance

*Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?*

Élaborer une stratégie énergétique nationale, éliminer les subventions aux industries extractives et investir dans les technologies d'énergie de remplacement. Créer et financer un fonds national de réserve alimentaire, investir davantage dans l'agriculture à petite échelle ou familiale, biologique et humaine, accroître le financement de tous les niveaux d'éducation, investir dans un programme national de garderies et octroyer davantage de fonds aux communautés des Premières nations – pour leur gouvernance, leurs soins de santé et leur éducation.

#### 2. Création d'emplois

*Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?*

Stimuler les industries suivantes : fabrication, agriculture, énergie de remplacement, extraction durable des ressources, et miser sur la valeur ajoutée pour répondre aux besoins et aux marchés du Canada. Inutile d'exporter toutes nos ressources à l'état brut. Il y a toujours eu et il y aura toujours des échanges internationaux; cependant, si nous nous employons d'abord à répondre à nos besoins nationaux et à servir nos marchés intérieurs, et investissons dans la dépollution environnementale et la durabilité, plus d'emplois bien rémunérés seront créés, un plus grand nombre d'entreprises locales en bénéficieront et on percevra davantage de revenus fiscaux à investir dans des programmes sociaux et autres. Ce genre d'initiatives réduira l'écart de revenu, sortira plus de gens de la pauvreté et améliorera la santé et le niveau d'éducation de la population.

#### 3. Changement démographique

*Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'oeuvre?*

Investir dans l'éducation et la formation pour tous les âges; accroître l'immigration et mieux appuyer les néo-Canadiens.

#### **4. Productivité**

*Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?*

Investir dans des mesures visant à réduire l'écart de revenu de même que dans les soins de santé préventifs, notamment la sécurité des travailleurs et en milieu de travail, la santé environnementale et la santé mentale.

#### **5. Autres défis**

*On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?*

Les petites collectivités, notamment dans les régions rurales – surtout celles qui ont toujours dépendu d'une seule ressource –, sont plus à risque de tout simplement disparaître. Le gouvernement fédéral doit envisager de transférer aux niveaux municipal et régional les ressources et le pouvoir décisionnel correspondant aux responsabilités leur ayant été déléguées ces 20 dernières années. Ainsi, les collectivités pourront plus facilement diversifier leur assise économique et investir en fonction des besoins locaux plus rapidement que ce qui est actuellement possible.